

LE COURRIER DU SOIR

NOUVELLES DE LA JOURNÉE.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

PARIS.

En trois semaines, la presse parisienne, dégagée des plus humiliantes entraves, a donné le jour à un plus grand nombre de journaux, de proclamations, d'ordres du jour, de circulaires, d'avis au public, de bulletins et de publications, de toute forme et de toute espèce, qu'elle n'en avait produit dans le cours des dix-sept années du régime de tyrannie et de corruption dont la légitime indignation du peuple a si miraculeusement fait justice.

De ces innombrables primeurs de la liberté, quelques-unes sont déjà parvenues au terme fatal de leur éphémère existence; d'autres se débattent sans espoir sous le coup de l'indifférence universelle, et un petit nombre seulement a trouvé le secret de se faire adopter par le public, et de prendre rang parmi les échos quotidiens de la voix populaire.

Sans perdre un temps précieux à rechercher les causes, du reste assez faciles à indiquer, de tant de mésaventures en matière de publicité, nous tâcherons, nous, de mieux satisfaire aux exigences de la situation présente, de nous identifier davantage aux instincts de la grande époque dont l'ère vient de s'ouvrir, et dont les destinées, encore vagues et inconnues, vont s'élancer dans un champ si vaste, si élevé, si imprévu, que l'œil le plus pénétrant et le plus hardi n'en saurait même entrevoir ou soupçonner les limites.

Le COURRIER DU SOIR a songé, avant tout, à devenir l'organe avancé et sincère des opinions généreuses, l'écho fraternel des vœux patriotiques, le défenseur désintéressé du droit de tous, le propagateur zélé des idées neuves et utiles, le dénonciateur impitoyable des abus de quelque nature qu'ils puissent être et sous quelque forme qu'ils se déguisent, la sentinelle vigilante de la liberté, l'accusateur inflexible et éclairé de toute tentative ou apparence d'empiétement sur la souveraineté populaire.

Le COURRIER DU SOIR a formé en outre le projet de remplir une lacune dont l'inconvénient est plus frappant encore à une époque où les événements les plus graves et les plus intéressants se succèdent avec une rapidité telle que la rédaction habituelle des journaux existants ne saurait ni l'imiter ni la suivre.

Au moyen des mesures auxquelles LE COURRIER DU SOIR s'est arrêté, il se trouve en état de pouvoir fournir dans chacun de ses numéros, qui paraîtront deux fois par jour (le matin à DIX HEURES, le soir à SEPT HEURES, toutes les nouvelles politiques officielles ou autres, intérieures ou extérieures, qui sont arrivées à Paris dans l'intervalle.

Une revue politique, résumé de la situation journalière, dans laquelle seront signalés et appréciés les actes quotidiens du gouvernement, précédera le compte-rendu des dépêches dont l'exactitude et l'ensemble ne laisseront rien à souhaiter.

Un bulletin de la Bourse et de l'état financier de la place accompagnera chaque numéro.

Toutes les communications utiles et agréables seront reçues avec reconnaissance et empressement. La science, les arts, l'industrie, le commerce, la finance, l'armée, les questions religieuses et philosophiques, la poésie, la littérature, la musique, les théâtres, l'instruction publique et privée, les annonces de toute nature, trouveront asile et liberté dans nos colonnes; elles ne seront inabordable qu'aux manifestations immorales, qu'aux provocations subversives de l'ordre, et par conséquent de la LIBERTÉ, de l'ÉGALITÉ et de la FRATERNITÉ que nous prenons pour devise et pour règle invariable de conduite.

L. CHAMBELLAND,

Ancien rédacteur du Journal du Peuple, du Temps, et autres feuilles de l'Opposition.

CINQ HEURES DU SOIR.

Le Gouvernement a reçu des nouvelles des départements dont les noms suivent, et qui s'accordent tous à représenter l'état de ces divers points comme très calme et très satisfaisant. Dans les Basses-Alpes, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales, les Basses-Pyrénées, la Dordogne, les Côtes-du-Nord, la Gironde, le Loiret, la Loire, les Deux-Sèvres, le Morbihan et la Corse, les commissaires ont été reçus avec enthousiasme, et loin de trouver la moindre résistance ou opposition, les actes du Gouvernement provisoire ont été approuvés et recueillis avec une approbation universelle.

— En Corse, les autorités continuent à adresser leurs adhésions à la République; on a remarqué surtout celles de la cour d'appel de Bastia, du Tribunal d'Ajaccio, etc. On parle vaguement de la candidature de Napoléon Bonaparte, fils de Jérôme.

L'île est infestée de bandits qui paralysent l'action de la force publique. Tant que l'on ne doublera pas la gendarmerie et le corps des voltigeurs, on ne réussira pas à purger le département de ces malfaiteurs.

— Le comptoir d'escompte de la ville de Bordeaux doit être constitué aujourd'hui. (Lettre du Commissaire du Gouvernement.) Pour donner l'exemple, la Banque m'a demandé l'autorisation de souscrire pour 100,000 francs. Je l'ai accordée, et, en vertu de mon pouvoir, je relève le conseil de cet établissement de la responsabilité qui pouvait lui incomber à raison de ses statuts.

— La commune de Soisy-sous-Montmorency (Seine-et-Oise), représentée par les citoyens Bouresche, adjoint, Valet, receveur des contributions directes, et Louis Gagin, a offert au Gouvernement provisoire la somme de 303 fr. 33 c., en faveur des veuves et orphelins des victimes de février, et en faveur des ouvriers sans ouvrage.

— Les ouvriers du chantier du quai de Billy, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, poseurs, etc., ont apporté au Gouvernement provisoire la somme de 134 fr. 50 c. en faveur des blessés des journées de février.

Actes officiels.

Le membre du Gouvernement provisoire, Ministre des Finances;

Vu le décret du Gouvernement provisoire du 2 mars, présent mois;

Arrête :

Les délais et facultés accordés par l'arrêté du 8 mars courant pour faire viser, sans amende, les billets à ordres, lettres de change et autres effets négociables, ainsi que les effets et obligations non négociables et les mandats à terme ou de place en place, faits en contravention aux lois sur le timbre, sont prorogés jusqu'au 15 avril prochain inclusivement.

Paris, le 17 mars 1848.

Pour le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.

Le sous-secrétaire d'État,

Signé : E. DUCLERC.

Pour ampliation :

Le secrétaire général des finances,

GUILLOT.

Le gouvernement provisoire décrète :

Un monument sera élevé au maréchal Ney sur le lieu même où il a été fusillé.

Fait en conseil de gouvernement le 18 mars 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

SECRÉTARIAT DU MAIRE DE PARIS.

49 mars 1848.

Le Maire de Paris reçoit tous les jours un grand nombre de demandes d'audience. Afin d'éviter tout retard et toute méprise, les personnes qui voudraient être reçues sont priées d'expliquer dans leurs lettres le motif de leur visite.

Le ministre de la guerre vient d'adresser la circulaire suivante aux généraux de division commandant les divisions militaires, et aux généraux de brigade commandant les subdivisions militaires : « Général, l'ébranlement inséparable d'une révolution a jeté

quelques troubles sur certains points du territoire. Ces désordres doivent être réprimés. Il importe de maintenir le calme dans les esprits et le règne des lois dans les faits. Les citoyens commissaires du gouvernement sont chargés de cette mission. Mais la persuasion ne leur suffira pas toujours, et l'appui des troupes de ligne pourra être nécessaire à la garde nationale.

« Des réquisitions seront donc adressées à vous ou même à vos subordonnés. En raison de l'urgence, elles pourraient n'être pas toujours régulières. J'ai jugé nécessaire de vous rappeler les règles posées à ce sujet par la loi du 10 juillet 1791, afin de vous mettre en garde contre le danger d'éparpiller les troupes.

« En consultant le titre III, art. 9, 10, 13 et 17 de la loi, vous verrez qu'il en résulte les règles suivantes :

« 1° Nulle troupe, même requise, ne doit sortir de sa division sans un ordre donné par moi, ou du département, sans un ordre donné par le général de division à qui ce pouvoir est délégué;

« 2° Nulle troupe, même requise, ne doit quitter la ville où elle se trouve, sans un ordre du général commandant la subdivision;

« 3° Nulle troupe ne doit être employée, même dans la ville où elle est établie, que d'après des réquisitions écrites, indiquant clairement le but à atteindre, et laissant au chef militaire le choix des moyens pour y arriver;

« 4° Toute action des troupes doit être le résultat du concert préalable entre les autorités militaires et civiles.

« Je ne fais d'exception aux trois premières règles que pour le cas de flagrant délit et d'urgence, c'est-à-dire pour ceux où le temps et les moyens d'avoir une réponse manqueraient absolument.

« Il importe au service de la République qu'afin d'établir facilement le concert indispensable entre vous et les autorités civiles, vous apportiez, dans vos relations avec elles, l'esprit conciliant, que vous vous empressiez de satisfaire aux mesures qui seraient réclamées près de vous dans l'intérêt de l'ordre public, soit pour prévenir les troubles, soit pour les réprimer; mais il importe aussi que vous ne vous écartiez point des règles que je viens de rappeler, et que les troupes, toujours dirigées par leurs chefs immédiats, et toujours l'objet d'une sollicitude constante de leur part, conservent la discipline qui fait leur force, et sans laquelle le dévouement même deviendrait impuissant devant les fauteurs de désordres.

« Vous pourrez déléguer les pouvoirs qui vous appartiennent pour répondre aux réquisitions, à ceux des commandants vos subordonnés qui, par leur éloignement, n'auraient pas avec vous des communications assez faciles, sous la condition expresse de vous rendre compte immédiatement.

« Vous userez de cette faculté avec une sage réserve, afin de maintenir l'unité du commandement.

« Vous apporterez une attention nouvelle au maintien de la discipline et à l'exécution des règlements militaires.

« Le ministre de la guerre,

« SUBERVIE. »

Nouvelles des départements.

— A Genève le bruit s'est répandu le 17 mars que le drapeau blanc a été levé à Paris. Plusieurs individus étant descendus de voiture à Flavigny avaient colporté cette nouvelle dans les campagnes.

Un ancien noble avait aussi essayé à Flavigny de soulever la population pour se faire élire.

— A Lille, un individu tout vêtu de blanc s'est présenté sur une place publique. Mais il a été obligé de fuir, poursuivi par les huées du peuple.

Les maîtres et ouvriers de cette ville se sont entendus pour former une commission qui débattrait les intérêts des deux parties.

— Sur différents points de la France, à Bourges, Caen, Nantes, Troyes, Châteauroux, Forlach, le bruit courait que le parti légitimiste s'agitait beaucoup à Paris.

— A Marseille, l'or est très rare. La difficulté de l'argent est si grande que les travaux du chemin de fer vont être suspendus faute d'argent.

— On annonce la formation de quelques Clubs légitimistes à Rennes et à Nantes.

L'ambassadeur d'Angleterre ayant demandé des explications amicales sur le fait d'un drapeau irlandais présenté hier par la députation irlandaise à l'hôtel de ville, le ministre des affaires étrangères lui a répondu que la France ne reconnaissait d'autre drapeau national en Angleterre que celui des trois royaumes unis; il a ajouté qu'en répondant aux Irlandais, il ne s'était servi d'aucune expression qui ne fut conforme à cette pensée, tout en manifestant les sympathies de la France pour l'Irlande religieuse et libérale.

Nouvelles étrangères.

Si l'on ajoute foi aux diverses correspondances arrivées dans la journée, de sérieuses manifestations auraient eu lieu à Berlin; on prétend même qu'une collision sanglante a éclaté entre le peuple et

l'armée qui aurait chargé sans sommations préalables. Les cris de : « Brûlons le palais du Roi ! » auraient été proférés, et le roi effrayé se serait décidé à donner sur le champ une constitution.

La Prusse s'occupe de réunir un corps de troupes sur la frontière de Saxe, afin de contraindre le roi à ne plus s'opposer aux demandes de réforme que les populations sollicitent avec la plus unanime énergie.

— A Vienne même des troubles graves ont alarmé le gouvernement impérial, déjà si vivement préoccupé des orages qui s'accroissent sur tous les points de l'Empire.

ITALIE. On lit dans la *Patria* du 11 mars : On nous annonce que lord Minto est parti de Naples avec la flotte anglaise, portant pour ultimatum à la Sicile toutes les concessions demandées. Savoir : 1° parlement et milice séparés ; 2° le prince de Trabia, lieutenant du roi en Sicile ; 3° président du conseil des ministres, le prince del Cassero ; ministre pour la Sicile, auprès de S. M. à Naples, le commandeur Sciarizzo ; gouverneur de Palerme, le gouverneur J. Statella ; gouverneur de Messine, le général Henri Statella ; 4° les citadelles de Messine et de Syracuse resteront, en attendant, avec garnison royale, jusqu'à ce qu'une commission en décide. En cas de dissentiment, seront arbitres le grand-duc Léopold de Toscane et le roi Charles-Albert, en appel de Pie IX.

— Le *Journal de La Haye* annonce les changements de politique du gouvernement et la joie qui les a accueillis de toutes parts.

— La Sardaigne vient de donner les ordres les plus pressants pour hâter la fabrication des armes destinées à l'armement du royaume ; l'enthousiasme populaire est à son comble, et les cris de *vive Charles-Albert ! vive l'épée d'Italie !* retentissent sur tous les points.

— Léopold se prépare à résister aux agressions de l'Autriche, et tout fait espérer que le territoire toscan ne sera pas entamé.

— A Rome, les vœux pour la *Ligue italienne* sont unanimes, et la haine pour l'Autriche égale l'amour du peuple pour Pie IX.

— Naples ne reste pas en arrière du mouvement, et le triomphe de la cause sicilienne marche à grands pas vers sa solution. La régénération de l'Italie n'est désormais plus mise en doute.

— On approuve en Angleterre les mesures prises par notre ministre des finances, et la confiance dans un meilleur avenir prend une grande confiance dans la cité de Londres.

Le ministre de l'intérieur vient de recevoir la lettre suivante :

Monsieur le ministre,

Vesoul, 15 mars 1848.

Membre du conseil de préfecture de la Haute-Saône, et venant d'être spécialement attaché pour l'administration à M. Signard, commissaire du gouvernement, je viens, avec son autorisation, vous demander de verser chaque mois mes appointements dans les caisses de la République, aussi longtemps que dureront les besoins de l'Etat et la crise financière.

Ma petite fortune suffira à mes besoins et à ceux de ma famille.

E. CHAMPVANS.

Nouvelles diverses.

— Le Club républicain des *Travailleurs-libres* pour le sixième arrondissement a tenu hier sa seconde séance dans le local qui lui est concédé rue du Verthois, 10. La question des élections y a été vivement discutée. Le citoyen Lagrange, candidat au grade de colonel, a été accepté à l'unanimité par l'Assemblée après un bel éloge de ses vertus civiques et de son patriotisme fait par le citoyen Robert (du Var).

— M. Remy-Mandet, propriétaire, rue Saint-Honoré et à la Villette, dans le but de remédier à la difficulté qui existe pour plusieurs locataires de satisfaire aux exigences du terme à échoir, vient de prendre la décision suivante : à partir du 15 janvier, il réduit : 1° d'un cinquième les loyers au-dessus de 600 fr. ; 2° d'un quart les loyers au-dessous de 600 fr. ; 3° d'un tiers, les loyers au-dessous du chiffre de 300 fr.

— Le Club républicain des *Travailleurs*, établi dans la salle Chabrol, qui se compose de plus de 400 membres inscrits, donne avis qu'à partir du 17 mars, il a fixé le lieu de ses séances dans le local qui lui est attribué rue des Récollets, à la salle d'asile, faubourg Saint-Martin, les dimanches, à 4 heures précises, les mercredis et vendredis à 7 h. 1/2 du soir.

Les droits et devoirs de tous les citoyens, soit envers la République, soit les uns à l'égard des autres, sont les questions politiques et sociales qu'on y étudie.

Son bureau est permanent, rue Boucher, n° 1, 2° étage, près le Pont-Neuf, où l'on peut prendre connaissance du règlement et des conditions d'admission dans la société.

— Prenant en considération les grands services rendus à diverses époques par la garde nationale dans la défense du territoire, et le rôle si important qu'elle serait appelée à y jouer au jour du danger, le Gouvernement provisoire a pris la décision suivante :

Les commandants de la garde nationale sédentaire et de la garde nationale mobile de la Seine assisteront, avec voix délibérative, aux séances de la commission de défense nationale, toutes les fois que cette commission aura à délibérer sur des questions relatives au service et à l'emploi de ces gardes nationales.

— Le comité central, pour les élections générales, informé que des personnes se sont présentées sans mission dans diverses réunions comme déléguées du comité, déclare que tous les délégués du comité sont porteurs d'un pouvoir signé de plusieurs membres avec le cachet du comité ;

Qu'en conséquence, le comité désavoue tous ceux qui ne pourraient justifier de ce titre, soit pour Paris, soit pour les départements.

— Ce soir dimanche, de huit heures et demie à dix heures un quart, il y aura éclipse de lune.

— Le bureau établi à la Monnaie pour la conversion en écus de la vaisselle et de l'argenterie que l'on s'empresse d'y porter a été encombré hier.

Cet empressement des citoyens les plus aisés mérite d'être encouragé et expliqué.

Le métal précieux converti en espèce augmente la circulation du numéraire dans le pays. Ceux qui le vendent se procurent ainsi de l'argent à de meilleures conditions qu'en empruntant sur immeubles ou en vendant des valeurs mobilières, telles que rentes ou actions, dont le prix baisserait en raison des besoins d'argent et de l'abondance des offres. Enfin, dès que la reprise des affaires le permettra, on prépare ainsi des façons à l'orfèvrerie, branche importante de notre industrie parisienne.

La direction de la Monnaie a pris ses mesures pour éviter toute perte de temps aux déposants, et les nouvelles pièces à la République sont déjà en circulation dans Paris. On pourra frapper près d'un million par jour.

— Le comité électoral de Pontoise, désigné dans une assemblée générale, déclare qu'il veut la République et l'ordre dans la liberté.

— Il s'est formé à Auch un comité national d'élections qui n'est composé que d'ex-conservateurs. En face de ce comité s'est établie une société populaire, qui organise les comités cantonaux pour le combatte.

— Un nombre assez considérable de citoyens d'Avize (Marne) se réunissent en comité électoral, et ils ne soutiendront que les candidats républicains.

— Le comité électoral de la Sarthe invite les électeurs à repousser tous les républicains du lendemain.

— Les comités électoraux de la Haute-Marne s'organisent et fonctionneront très prochainement.

— Plusieurs comités électoraux nous expriment le désir qu'on utilise les votes de l'armée dans l'intérêt des candidats républicains. On pourrait envoyer dans tous les arrondissements, vers le 25 mars, la liste des candidats vraiment républicains de chaque département.

— Nous recevons le procès-verbal de plusieurs des réunions préparatoires pour les élections de la garde nationale. La majorité des candidats se déclare républicains quand même envers et contre tous.

— Une réunion préparatoire des électeurs du 3° arrondissement pour l'Assemblée nationale a eu lieu aujourd'hui dimanche dans la salle du palais de la Bourse, sous la présidence de M. Degoussée.

— Des lettres anonymes, pleines d'injures et de menaces, ont été adressées à plusieurs bijoutiers du quartier du Mont-de-Piété. Nous ignorons si la façon dont ces commerçants traitent leurs ouvriers mérite ou non le blâme qu'on leur inflige ; mais ce que nous savons parfaitement, c'est que de pareilles questions ne peuvent être résolues par la violence ; que les délégués du peuple seront toujours prêts à faire droit à toutes les réclamations justes, à celles de l'ouvrier aussi bien qu'à celles du maître, et qu'enfin la menace anonyme ne peut inspirer que du mépris. (*Courrier français.*)

— Les casernes autrefois occupées par les gardes municipaux et affectées aujourd'hui à la garde nationale mobile avaient été dévastées pendant les journées de février et mises hors d'état d'être habitées. Les réparations les plus urgentes ont été exécutées, par les soins de l'autorité, aux divers bâtiments dans lesquels ont été établis les bataillons de cette nouvelle arme, et des dispositions utiles ont été introduites dans l'emménagement des salles de chaque caserne.

— Par un décret d'hier, le Gouvernement a décidé qu'un monument serait élevé au maréchal Ney sur le lieu même où il a été fusillé.

— Le théâtre de la République (théâtre français) vient de prendre l'initiative d'une mesure que nous voudrions voir adopter par tous les ex-théâtres royaux ; le prix des places vient d'être diminué de moitié, afin que les chefs-d'œuvre de notre littérature pussent servir aussi bien à orner et à distraire l'esprit du pauvre que celui du riche.

— M. Bourget fils, président du Tribunal de commerce, vient de succomber à une congestion cérébrale. Cette perte affligera vivement toutes les personnes qui ont été à même d'apprécier son honorable caractère.

— Dans une réunion des maires et des colonels qui a eu lieu sous la présidence du général commandant supérieur, il a été décidé que l'uniforme et l'équipement de la garde nationale de Paris et de la banlieue ne subiraient que les modifications suivantes :

1° La plaque du schako, la rosace de la jugulaire et le bouton de la tunique sont modifiés, conformément aux modèles qui seront déposés dans les mairies à dater du 20 mars courant ;

2° L'épaulette rouge et frange est adoptée pour toutes les compagnies ;

3° Grenade blanche au collet de la tunique ;

4° Les buffleteries sont conservées, mais les gibernes porteront une grenade blanche en métal.

— Le Comptoir d'escompte, au Palais-National, commencera irrévocablement demain lundi ses opérations.

— Tout le monde se rappelle le nom de Kersausie, le neveu de Latour-d'Auvergne, premier grenadier de France, cet homme qui a donné tant de preuves de dévouement à la cause républicaine et subi tant de persécutions de la part du gouvernement déchu. Depuis les événements de février ses amis se sont vivement préoccupés de ce qu'il était devenu ; on savait qu'après s'être enfui de la France il avait combattu en Espagne contre le despotisme, puis qu'il était passé en Suisse, à Naples, enfin à Messine, qui vient d'être bombardée en défendant son indépendance. On comprend dans quelle anxiété doivent être ses nombreux amis en ne recevant aucune nouvelle de lui.

— Vendredi, à l'approche du cortège, immense et vivante protestation, les boutiques et magasins du quai se fermaient comme toujours sous l'impression antique et solennelle de la panique, cette affection morbide du comptoir. Le cortège a sommé les marchands de les ouvrir : « Pour qui nous prenez-vous donc, s'écriaient les citoyens, indignés de cette insulte, est-ce que nous ne sommes pas travailleurs comme vous ? » Les boutiques se sont ouvertes à ces mots, et tous les propriétaires ont pu jouir ainsi du plus beau spectacle qu'il soit donné de voir à un ami du pays.

(L'Ami du Peuple.)

EFFECTIF DES LÉGIONS DE PARIS AU 18 MARS 1848.

LÉGIONS.	Effectif au 1 ^{er} février.	Inscrits du 1 ^{er} février au 18 mars.	TOTAL.
1 ^{re}	4599	10000	14599
2 ^e	7605	7395	15000
3 ^e	5082	2918	8000
4 ^e	5978	8053	12031
5 ^e	4753	15250	19983
6 ^e	6250	21910	28140
7 ^e	4745	12604	17347
8 ^e	4901	15199	20100
9 ^e	2582	6415	8795
10 ^e	5406	4997	10403
11 ^e	5934	15320	17274
12 ^e	3118	15309	18627
	56751	153548	190299

Le Comptoir national d'escompte, qui a été constitué définitivement samedi 18 mars, commencera à entrer en fonction lundi 28 mars 1848.

Nous croyons utile de reproduire le discours que M. Pagnerre, directeur-délégué du Gouvernement provisoire, a adressé au Conseil d'administration et au Conseil d'escompte, réunis sous sa présidence :

Citoyens,

La monarchie a légué à la République d'immenses difficultés financières : le crédit public à relever, le crédit privé à rétablir, une banqueroute universelle à conjurer.

La République accepte courageusement ce legs onéreux. Elle seule peut y faire honneur. Il n'y a qu'un Gouvernement sorti du vœu de tous, ralliant l'unanimité des volontés et des efforts, qui ait en lui des éléments d'ordre et de force assez puissants pour tenter une si difficile entreprise.

Après avoir proclamé de nouveau les grands principes de la souveraineté de tous les droits, de tous les intérêts, le Gouvernement provisoire a, dès son origine, cherché les moyens d'étendre le bienfait de ces dogmes régénérateurs aux plus hautes comme aux plus humbles sphères de l'activité sociale.

A côté des paroles, les actes ; à côté des principes, la réalisation.

Au point de vue des finances de l'Etat, vous savez ce que le Gouvernement a déjà fait : les services publics sont assurés, les engagements sont garantis ; et, pour l'avenir, il vient substituer, au système de déficit qui aboutit fatalement à la banqueroute, le système de l'équilibre, source nécessaire de la sécurité et de la prospérité de tous les intérêts.

Au point de vue de l'industrie privée, du commerce, de l'agriculture, il vient inaugurer une pratique nouvelle : l'égalité de toutes les forces productives devant les bienfaits du crédit.

L'institution nationale des Comptoirs d'escompte complétée par l'établissement de sous-comptoirs qui correspondront à des catégories spéciales d'industries, s'étendra bientôt à tous les points du territoire.

Ainsi, universalisant le crédit, elle mobilisera en numéraire et en signes représentatifs toutes les valeurs qui, faute de pouvoir entrer dans la circulation, restent aujourd'hui stagnantes et improductives. Ainsi, réalisant une pensée de justice et d'égalité vraiment démocratique, elle fera tomber la proscription impie dont les prolétaires du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ont été frappés jusqu'à présent.

Le Comptoir d'escompte étant fondé sur le principe de l'assurance mutuelle de l'Etat, de la commune, de l'individu, associant les forces publiques, municipales et individuelles, son capital s'accroîtra très prochainement dans la proportion nécessaire pour faire face à tous les besoins.

Voilà, citoyens, les principes qui ont déterminé la création du Comptoir national d'escompte, auquel vous êtes appelés à prêter le concours incessant de vos lumières et de votre patriotisme. Ces principes, vous ne les oublierez jamais ; ils vous guideront dans toutes vos opérations. Vous vous rappellerez que leur rigoureuse application est la condition même de la coopération désintéressée du Trésor et de la ville de Paris.

Pour nous, dont le dévouement seul n'est pas au-dessous de la mission qui nous a été confiée par le Gouvernement comme un témoignage de sa vive sollicitude pour les légitimes intérêts de l'industrie ; pour nous qui, en acceptant cette mission, avons limité la durée de notre concours personnel à la durée des épreuves difficiles qui nous restent à traverser, nous saurons maintenir l'esprit dans lequel a été conçue l'institution nationale des Comptoirs d'escompte. Notre mandat est tout politique, et nous sommes profondément convaincus que votre appui ne nous manquera jamais dans l'accomplissement des devoirs qui nous ont été imposés par la nécessité des circonstances.

Ces établissements, destinés surtout, nous ne saurions trop insister sur ce point, à porter aide et secours au commerce intermédiaire, au commerce de détail, à la petite industrie, aux institutions nouvelles ; ils doivent républicaniser le crédit. (Très bien ! très bien !)

Après ce discours, le Conseil d'administration et le Conseil d'escompte ont commencé immédiatement les opérations du Comptoir.

SIRRASSE, gérant.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 41, rue de la Monnaie.